



La FNME CGT appelle tous les agents à l'action le 9 décembre 2015 pour défendre nos emplois, nos salaires et pensions et garantir l'avenir de notre statut

Gouvernement et Directions manœuvrent à faire accepter la casse d'un service public nationalisé au profit d'un libéralisme exacerbé. Les multinationales s'assoient aujourd'hui sur nos missions de service public et sur notre contrat social, à savoir le statut des entreprises électriques et gazières, dans le but de rémunérer toujours plus les actionnaires. Les conséquences seraient désastreuses pour l'avenir du secteur de l'énergie.

Sur l'emploi, la politique d'austérité frappe les IEG et menace :

- treize agents des IEG chez Enel France
- la fermeture des moyens de production thermiques et nucléaires
- ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques
- baisses d'effectif dans les terminaux méthaniers comme Elengy
- fermetures de sites de travail à la Distribution
- fermetures de certains stockages gaz
- fin des tarifs jaune et vert impactant 2 000 emplois de la Branche Commerce
- multiplication des filialisations hors-statut

La FNME CGT exige l'arrêt immédiat de la casse des emplois de nos entreprises pour construire un véritable Pôle Public de l'Énergie. La CGT propose un accord de branche sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences, sur la Mobilité et la Garantie de l'Emploi.

Sur les salaires, les employeurs prônent l'austérité en accordant "généreusement" 0,2 % d'augmentation de notre salaire national de base. Avec 3,3 milliards d'euros de bénéfices pour EDF et 3,5 milliards d'euros pour ENGIE, est-ce là une juste répartition des richesses créées par les salariés ?

La FNME CGT exige la réouverture des négociations salariales de branche sur la base d'une augmentation concrète de 200 € pour tous ainsi que l'ouverture d'une négociation de branche sur les classifications et rémunérations. Elle demande la revalorisation des pensions indexées sur le salaire moyen de branche et la participation des employeurs à la protection sociale des retraités.

Sur le financement du 1%, avec une baisse de dotation de 68 millions d'euros en trois ans. L'ouverture du marché et la dérèglementation du secteur de l'énergie menacent la pérennité des activités sociales. Cette baisse de dotation est une attaque frontale qui se traduira pour certaines CMCAS par une baisse de budget de 50 % et met à mal les principes fondateurs de la CCAS que sont la restauration, les colonies de vacances ou la politique de solidarité.

La FNME CGT exige que la transparence soit faite sur le calcul de la dotation du 1 %. Dans l'attente, nous demandons un moratoire avec un budget de 500 millions d'euros de fonctionnement pour répondre aux besoins des bénéficiaires. Une table ronde est demandée entre le ministère de tutelle, les employeurs et les organisations syndicales. Ensemble, réclamons notre dû !

Le 24 novembre les agents actifs et inactifs se sont fortement mobilisés à travers de nombreuses initiatives faisant converger les revendications issues de tous les métiers de nos entreprises.

Forte de ce succès, la FNME CGT appelle les salariés à accentuer la pression le 9 décembre pour refuser la déstructuration du secteur de l'énergie de nos entreprises et la casse de notre statut des IEG !